

Quels liens entre le Hezbollah et le Front Polisario ?

Maroc Rabat a expliqué sa rupture diplomatique avec l'Iran par l'ingérence de la milice chiite dans ses affaires.

Eclairage Vincent Braun

Pour justifier la rupture de ses relations diplomatiques avec l'Iran, le Maroc a pointé l'implication de Téhéran "à travers le Hezbollah dans une alliance avec le [Front] Polisario contre la sécurité nationale et les intérêts supérieurs du Royaume". D'après le ministre des Affaires étrangères marocain, Nasser Bourita, le mouvement indépendantiste sahraoui soutenu par l'Algérie a reçu une "première livraison d'armes récemment" du parti milice libanais pro-iranien, via un "élément" à l'ambassade d'Iran à Alger.

Malgré un cessez-le-feu signé en 1991, le Maroc et le Polisario se disputent l'administration du Sahara occidental, un territoire désertique qualifié de "non autonome" par l'Onu: le premier y exerce sa pleine souveraineté depuis 1975 et le second y a proclamé, l'année suivante, la République arabe sahraouie démocratique (RASD), reconnue par la Ligue africaine mais pas par l'Onu ni par la Ligue arabe.

Mais, au-delà de leur facette commune de mouvement politique et militaire, quelles relations existent-il entre les indépendantistes sahraouis du Polisario et les islamistes chiites du Hezbollah ?

Le ministre Bourita, de retour de Téhéran où il avait informé son homologue Mohammad Javad Zarif de cette rupture diplomatique, soutient que ces liens remontent à deux ans avec la mise en place d'un comité de soutien du Front Polisario au Liban, sous les auspices du Hezbollah. L'initiative est suivie par une visite d'une délégation militaire de la milice chiite à Tindouf, une ville de l'Ouest algérien non loin de la frontière avec le Maroc et le territoire sahraoui, connue pour abriter le quartier général du Polisario et des camps de réfugiés sahraouis.

Armes et cadres militaires

Ce soutien, toujours selon M. Bou-

Les liens entre les formations remonteraient à la mise en place d'un comité de soutien du Polisario au Liban.

rita, va prendre une tout autre tournure après le 12 mars 2017, lorsque Qassem Mohamed Tajeddine, un haut dirigeant du Hezbollah et argentinier du mouvement en Afrique, est arrêté à son arrivée à l'aéroport de Casablanca, en vertu d'un mandat d'arrêt international émis par les Etats-Unis sur base des accusations de blanchiment d'argent et terrorisme. Le Hezbollah a alors livré des armes, dont des batteries de missiles sol-air Sam 9 et Sam 11, et envoyé des cadres militaires à Tindouf pour former le Polisario aux techniques de la guérilla afin de préparer des équipes commando à des opérations hostiles contre le Maroc.

L'Iran a "fermement" démenti ces propos "mensongers" et nie avoir armé le Polisario. Toutefois, "dans la mesure où Polisario constitue un groupe de résistance à une occupation - celle du Sahara occidental - par le Maroc, il ne serait pas étonnant que le Hezbollah cherche à lui prêter main-forte", admet Elena Aoun, professeur à l'UCL et spécialiste des conflits au Moyen-Orient.

"Le Hezbollah a beaucoup d'intérêts (financiers) en Afrique de l'Ouest et du Nord, à travers les affaires des nombreuses familles de la diaspora chiite", souligne Didier Leroy, chercheur à l'Institut royal supérieur de défense (IRSD) et assistant à l'ULB. "Ces individus sont toujours en quête de business. Et l'accès à la façade atlantique pour exporter le gaz et les phosphates algériens" représente une opportunité de revenus pour le Hezbollah.

Alliances stratégiques

Des raisons géostratégiques peuvent aussi avoir motivé cette rupture, comme le suggère le Hezbollah, qui a estimé "regrettable que le Maroc lance des accusations infondées sous pressions américaines, israéliennes et saoudiennes".

Elena Aoun convient que cette rupture doit être replacée "dans le cadre d'une polarisation croissante des lignes de partage internationales" qui met en jeu un "axe anti-iranien, et plus subtilement antirusse, regroupant les Etats-Unis de Trump, l'Arabie saoudite et -très activement- Israël, ainsi que le suggère la campagne actuelle de Netanyahu contre l'accord sur le programme nucléaire iranien. Or, le Maroc, pour d'innombrables raisons dont le soutien pour ses positions sur le Sahara occidental, a be-

soin du soutien des Etats-Unis et des alliés du Golfe".

Riyad, qui a rompu ses relations avec l'Iran en 2016 et dont Rabat est très proche, a d'ailleurs déclaré se tenir aux côtés du Maroc face à "tout ce qui menace sa sécurité, sa stabilité et son intégrité territoriale".